



Editorial

CATASTROPHE AU JAPON

Les mots ne suffisent plus pour décrire la catastrophe qui vient de frapper le Japon. On n'a toujours aucune idée précise du nombre des victimes. Des villages entiers ont disparus. Le peuple japonais attend dans l'angoisse d'autres secousses. Et le spectre d'un désastre nucléaire plane sur le pays. Le premier ministre japonais lui-même parle de la crise "*la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale*". Dans le réacteur 4 de Fukushima les ouvriers ne peuvent plus travailler normalement. Une cinquantaine de héros continuent à s'y dévouer pour éviter le pire. Ce lundi 14 mars, plus d'un demi-million de Japonais avaient déjà été évacués.

Les secours internationaux s'organisent. Plus de 70 pays ont déjà pris des engagements dans ce sens (mais des secouristes allemands, par exemple, ont immédiatement fait demi-tour à cause du danger nucléaire). Une équipe d'experts français est arrivée au Japon. Les Etats-Unis ont fourni des pompes à eau à haute pression. La Croix Rouge collectionne des fonds pour les victimes. Kim Clijsters est une des promotrices d'un tournoi de bienfaisance en faveur des victimes japonaises...

Dans la région du drame 13 réacteurs nucléaires ont été construits malgré les protestations de la population et contre l'avis de professeurs d'université. A coup d'argent on les fit changer d'avis, car la ville de Tokyo, située à 250 km, avait besoin d'électricité.

Pour la première fois dans l'histoire, la ville de Tokyo va subir un régime de coupures de courant systématiques. Les conséquences sur le trafic, les usines et entreprises, les hôpitaux, les ascenseurs, le chauffage sont imprévisibles...

Un correspondant expatrié, demeurant à Tokyo, affirme que l'orgueil est à la base de l'imprévoyance politique et scientifique que la catastrophe étale au grand jour. L'homme se croit malin, très malin. Comme Eve dans le récit du jardin d'Eden, première lecture du premier dimanche du Carême. C'est, continue-t-il, la population qui paie la facture, manipulée par les intérêts du capital et les autorités politiques. Pas plus tard que la semaine passée une

délégation commerciale s'est rendue au Vietnam pour vendre de la technologie nucléaire, pendant que l'énergie alternative n'est promue qu'au compte-goutte.

Dans les hauts plateaux tyroliens, exposés au risque d'avalanches, il est interdit de construire des maisons. Mais dans un pays où l'on sait pertinemment que tous les 30 ans des raz-de-marée (tsunamis) déferlent, les Japonais ont construit des villes entières et même asséché des mers à cet effet. "Je dirais presque, poursuit notre correspondant, que c'est bien fait pour eux, si ce n'était pas les petites gens qui en sont les victimes, alors que les bureaucrates, les technocrates et les riches habitent des villas spacieuses dans les quartiers chics situés en hauteur... C'est toujours la même histoire." La folle témérité des riches s'exerce sur le dos des pauvres.

Quelle que soit notre opinion personnelle sur l'énergie nucléaire, cet aspect aussi mérite d'être souligné.

La rédaction



LETTRE AU PRESIDENT DE L'EUROPE

Monsieur le Président,

L'Europe peut être un espoir pour beaucoup. L'Union des Etats permet non seulement une plus grande solidarité intra-européenne, c'est d'ailleurs ce qui s'est fait récemment lors de la crise économique (bien qu'il y ait eu des réticences) mais aussi une plus grande efficacité à l'extérieur pour résister à la guerre économique qui fait rage actuellement et va perdurer.

Certes, il y a eu des difficultés et si l'Union européenne peut être source d'espoir, bâtir l'Europe impose de préserver ses racines judéo-chrétiennes et greco-romaines. On ne peut bâtir une union des Etats-nations d'hier que sur des fondements solides. Or récemment, vos services ont osé diffuser un calendrier destiné aux jeunes Européens qui omettait sciemment de faire référence à toute fête chrétienne. Noël, Pâques et autres fêtes sacrées n'ont pas été mentionnées (à peine une allusion aux sapins de Noël !). Comme si cette fête majeure de la Chrétienté pouvait être rayée d'un trait de plume ! C'est véritablement une honte ! Cette volonté incompréhensible est dangereuse et criminelle.

« Laïcité ! » me direz-vous ? Comment expliquer alors que les fêtes d'autres religions soient mentionnées, autrement que part un anti-cléricalisme d'un autre âge ? Nous vivons aujourd'hui une guerre contre l'islamisme intolérant et sectaire, nos troupes interviennent en Afghanistan, des dizaines de nos soldats y ont trouvé la mort. Des hommes et des femmes sont pris en otages et tués au nom de cette guerre contre l'Occident, contre l'Europe, contre la Chrétienté.

Des millions de Musulmans vivent chez nous, la plupart sont des démocrates, acceptant nos racines, nos valeurs, d'autres ne font pas mystère de leur volonté d'imposer, comme leur demandent les extrémistes, la charia. Beaucoup de nos pays luttent contre l'obscurantisme. Faut-il rappeler les lois votées par les parlements nationaux interdisant le port du voile

intégral, le malaise des Européens contre certains aspects de cet Islam intolérant, bousculant les consciences. Faut-il rappeler la montée des extrémistes « anti-Islam », aux réactions parfois excessives et lit d'un autre obscurantisme.

La réponse à ces mouvements aurait dû être l'affirmation sereine de notre Chrétienté, de nos racines. En aucune façon, elle ne peut être l'oubli mâtiné de honte de ce que nous sommes. Ce serait une formidable victoire des extrémistes islamistes et un encouragement pour les islamophobes.

Ces calendriers, vos calendriers, révèlent notre tendance à l'auto-flagellation permanente. Comment oublier les cathédrales et les églises qui illuminent nos pays ? Les rois, les papes et les saints qui font la fierté de notre histoire commune ? Saint Louis et Jeanne d'Arc deviendraient-ils des parias ? Charlemagne un affreux dictateur ? Enfin, faudra-t-il un jour s'excuser d'avoir été et d'être toujours ce que nous sommes ?

Vos services, Monsieur le Président, ont failli, ils doivent être sanctionnés, les calendriers supprimés.

Mais il me vient deux idées, vraisemblablement absurdes :

- Pourquoi ces calendriers ? Est-ce une bonne façon d'utiliser les fonds européens, des millions d'euros ? Est-ce le rôle de l'administration européenne de devenir libraire ? N'a-t-elle rien d'autre à faire ?

- Pourquoi ces omissions honteuses ? Qui sont les hommes et les femmes de votre administration qui en sont les responsables ? Ne faudrait-il pas les interroger d'abord et les punir ensuite ? Car ce qu'ils ont fait est inqualifiable, dangereux voire criminel. Ils sont soit des propagandistes de l'extrême, soit des provocateurs, soit des ignorants imbéciles.

Or, Monsieur le Président, personne ne vous a entendu présenter vos excuses aux Chrétiens d'Europe. Jusqu'à la preuve du contraire, tous les pays européens sont majoritairement issus d'une grande histoire, celle de la Chrétienté, même si cette histoire n'a pas été toujours pacifique et noble, elle est !

Vous avez commis une grande faute contre l'histoire, contre l'Europe, contre les hommes.

Pr Bernard DEBRE

Ancien Ministre

Député de Paris

Membre du Comité consultatif national d'éthique

Het betreft de verspreiding van meer dan 3,2 miljoen agenda's van de Europese Unie onder scholieren. Die agenda vermeldt een aantal religieuze feestdagen - joodse, islamitische, sikh en zelf Chinese - maar geen enkele christelijke feestdag! Stuur deze petitie naar vrienden en vraag hun die te ondertekenen. <http://www.europadiary.fr/?lang=nl> Deze wordt overhandigd in maart. Dank je wel!

+++++

"HET ISLAMISME IS OVER ZIJN HOOGTEPUNT HEEN"

Professor Sami Zemni over de Arabische omwenteling: "Natuurlijk zijn islam en democratie niet onverzoenbaar."

Politicooloog Sami Zemni, die aan de Gentse universiteit de onderzoeksgroep 'Noord-Afrika en Midden-Oosten' coördineert, en zoon van een Tunesische vader, wil niet beweren dat hij het allemaal heeft zien aankomen. Maar het verbaasde hem ook niet echt. "In 2008 waren er in verschillende landen al betogingen, wekenlange stakingen, en zelfs regelrechte veldslagen met de ordediensten. Onderzoekers die terugkwamen uit Egypte, Jordanië en Marokko signaleerden een toenemende polarisatie, die ook de middenklasse in beweging bracht."

Terwijl het toch leek alsof in de Arabische wereld alles vastgeroest was en er nooit iets veranderde.

Zemni: De opstanden in de Arabische wereld zijn voor mij onlosmakelijk verbonden met het neoliberale economische beleid dat ook daar de voorbije decennia is gevoerd, met veel privatiseringen en financiële deregulering. Dat veroorzaakte grote spanningen, niet alleen tussen stad en platteland – die tegenstelling was er altijd al – maar nu ook binnen de steden zelf.

In februari 2010 kregen Tunesië en Egypte voor hun economische politiek nog felicitaties van het Internationaal Monetair Fonds: doe zo voort!

Zemni: Dat was vooral gebaseerd op de simpele aanname dat economische groei de hele bevolking ten goede zou komen. Een groei van 5 tot 8 procent per jaar – dat zijn percentages waar wij in het Westen alleen maar kunnen van dromen – is natuurlijk indrukwekkend, maar in de praktijk betekende het alleen dat de rijken rijker en de armen armer werden. Een systeem dat haaks staat op het ontwikkelingsmodel dat eraan voorafging. De meeste Arabische staten vonden het altijd hun taak om mensen massaal aan werk te helpen en basisbehoeften te subsidiëren. Onderwijs in Tunesië was bijvoorbeeld zo goed als gratis. Maar dan ben je hoogopgeleid en vind je geen werk, dan ben je diplomé chômeur. En dat leidt tot wanhoop en frustratie.

Intussen komt ayatollah Khomeini weer spoken. Nogal wat mensen vrezen een herhaling van het scenario dat zich na de Iraanse revolutie in 1979 voltrokken heeft, met als uitkomst een theocratie.

Zemni: Ik begrijp dat niet goed. Alsof er tussen het sjiiitische Iran – een Perzisch land, met een zeer specifieke vorm van de islam – en de overwegend soennitische Arabische wereld geen verschil bestaat. Alsof er tussen 1979 en 2011 niets veranderd is en de tijd heeft stilgestaan. De generatie die nu in de hele Arabische wereld protesteert, is grotendeels nog wel gelovig, maar ze heeft veel geleerd uit het falen van de klassieke politieke islam. Het oude islamisme is over zijn hoogtepunt heen. Veel jongeren zien de islam nog wel als een moreel kader voor hun persoonlijk leven, maar ze beschouwen het steeds minder als een basis voor hun politieke identiteit. Hun eisen zijn seculier: vrijheid en democratie.

U bent dus niet bang dat deze revolutie gekaapt wordt door islamitische fundamen-

talisten?

Zemni: Wat er nu in de Arabische wereld gebeurt, moet voor gewelddadige groeperingen als Al-Qaeda een nachtmerrie zijn. Ze staan schaaamat. Er is de voorbije weken gebleken dat ze geen sociale basis en geen politiek project hebben. Dat betekent niet dat er geen veiligheidsprobleem meer is en dat ze geen aanslagen meer kunnen plegen: ze zwerven nog altijd rond in het gebied tussen Pakistan en Afghanistan, in de Sahara ten zuiden van Algerije en zelfs in Londen. Maar iedereen heeft nu kunnen zien dat achttien dagen van vreedzaam, maar standvastig protest meer resultaat hebben gehad dan decennia van terreur.

Piet Piryns en Hubert van Humbeeck Knack-mail 10-03-2011



OÙ EST PASSÉE L'UNION AFRICAINE ?

Mais où est passée l'Union africaine? Alors que le monde entier suit, haletant, les heurs et malheurs des révolutions arabes depuis décembre dernier, l'Union africaine, dont la Tunisie, l'Égypte et la Libye sont membres, est aux abonnés absents. Si la Ligue arabe a exclu Tripoli de ses rangs, l'UA n'a même pas condamné Kadhafi pour avoir fait bombarder des populations civiles – les siennes qi plus est.

L'organisation panafricaine s'indigne, à juste titre, que seuls ses ressortissants fassent l'objet de poursuites par la Cour pénale internationale, mais son indignation serait plus convaincante si elle faisait des efforts pour juger ses tyrans sanguinaires. Voilà ainsi des années qu'on attend le procès de l'ex-dictateur tchadien, le sanglant Hissène Habré, et qu'elle s'ingénie à mettre des bâtons dans les roues de ceux qui travaillent à l'amener devant la justice. L'Union africaine n'avait rien fait lorsqu'un génocide a été perpétré au Rwanda.

La seule activité politique visible de l'UA, aujourd'hui, est une médiation en Côte-d'Ivoire, où l'obstination du perdant des élections de novembre à s'incruster au pouvoir a provoqué près de 400 morts et plus de déplacés que la révolution libyenne (de 275 000 à 350 000 avec les réfugiés au Libéria voisin). Mais que fait l'Union africaine, à part envoyer d'innombrables missions à Abidjan, toutes stériles?

Cette apathie est d'autant plus irresponsable que les immigrés d'Afrique sub-saharienne en Libye y sont les cibles d'exactions particulières: obligation de combattre comme "mercenaires" inexpérimentés par le pouvoir, exactions de l'opposition qui voit en eux des mercenaires, neuf ans à peine après les sanglants pogroms anti-Noirs au pays du colonel Kadhafi. Or, face à cette situation, seul le Kenya a affrété un avion, fin février, pour ramener ses ressortissants (et des voisins) en danger, ainsi que, ces derniers jours, le Congo-Kinshasa, dont il faut féliciter le gouvernement de jouer, pour une fois, son rôle de protecteur des citoyens congolais.

Mais que fait l'Union africaine?

Marie-France Cros, La Libre Belgique du 10/03/2011

Deux informations supplémentaires concernant la Libye:

La CPI a ouvert son enquête pour "crimes contre l'humanité"

Le procureur de la Cour pénale internationale, Luis Moreno-Ocampo, a annoncé le jeudi 3 mars avoir ouvert une enquête contre le colonel Kadhafi et de hauts responsables libyens "pour des crimes qui auraient été commis contre l'humanité en Libye depuis le 15 février". Il a énuméré plusieurs "incidents", au cours desquels "des manifestants pacifiques auraient été attaqués par des forces de sécurité" et d'indiquer plusieurs lieux. "Nous avons identifié certains individus qui jouissent d'une autorité de facto sur les forces de sécurité qui auraient commis ces crimes", a poursuivi le procureur, citant "Mouammar Kadhafi, son cercle rapproché y compris ses fils". Le magistrat argentin a dit avoir également identifié "des individus qui jouissent d'une autorité formelle" et qui "pourraient être tenus pour responsables aux yeux de la loi". Il s'agit, a-t-il précisé, du ministre des Affaires étrangères, du chef de la sécurité personnelle de M. Kadhafi, du chef des forces de sécurité du régime et du renseignement militaire, et du chef de l'organisation de la sécurité extérieure.

C'est la première fois depuis l'ouverture de la CPI en 2002 que le procureur ouvre aussi rapidement une enquête. Il avait été saisi le samedi 27 février par le Conseil de sécurité des Nations unies.

"Nous sommes dans une situation exceptionnelle où ceux qui ordonnent les atrocités le revendiquent publiquement", a expliqué une source proche du procureur de la CPI. "Nous avons en direct la preuve des ordres de répression massive et systématique contre les civils, la preuve de la mise en œuvre de ces ordres, et le résultat de ces ordres". M. Moreno-Ocampo a évoqué "une ère nouvelle". "Le monde est uni" a-t-il dit. "Personne n'a l'autorité, le pouvoir, d'attaquer des civils et de les massacrer." "Il n'y aura pas d'impunité en Libye."

La Libre Belgique du 4-03-2011

Libië geschorst als lid van de VN-Mensenrechtenraad

Libië is dinsdag 2 maart geschorst als lid van de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties wegens de bloedige repressie van het volksprotest in het land. De Algemene Vergadering van de VN, samengesteld uit 192 leden, heeft dat zonder stemmin beslist, nadat de algemene secretaris Ban Ki-moon had gevraagd een "beslissende maatregel" te nemen tegen de Libische leider Mouammar Kadhafi.

In Genève had de Mensenrechtenraad in een bijzondere zitting – die nu al als historisch wordt beschouwd – op vrijdag 1 maart de schorsing van Libië gevraagd. Het was de eerste maal dat de hoogste rechtsinstantie van de VN zo'n maatregel voorstelde. De Algemene Vergadering moest die beslissing goedkeuren.

Tous les confrères belges disposant d'une adresse électronique ont reçu le 17 de ce mois une invitation à participer à une pétition lancée par AVAAZ. Il s'agissait d'adresser un message appelant le Conseil de Sécurité de l'ONU à protéger les civils et imposer une zone d'exclusion aérienne à la flotte libyenne pour que cesse le bain de sang.

J'espère que vous étiez nombreux à réagir sans tarder. Merci!

LES MAMANS D'ISIRO N'ONT PAS FÊTE LA FÊTE DE LA FEMME

*Les femmes d'Isiro, réunies dans la plateforme des femmes des confessions religieuses, ont décidé ne pas fêter ni défilé le 8 mars, **Journée Internationale de la Femme**, en signe de protestation contre les injustices faites aux femmes et aux filles dans la région de l'Uélé (Province Orientale). La décision a été prise lors de la rencontre de la plateforme du 23 février à l'unanimité. Une lettre, adressée au Président de la République et aux autorités nationales et provinciales, a été rédigée pour justifier la décision et présenter des recommandations. Voici la lettre:*

Nous, Femmes de la plateforme des confessions religieuses d'Isiro :

1. Indignations

- L'insécurité persistante accompagnée des tueries continuelles perpétrées par la LRA dans le bassin de l'Uélé, causant la mort de beaucoup de nos compatriotes de 2008 jusqu'à ces jours : ± 500 personnes tuées en 2008, 631 en 2009, 1976 en 2010, 18 en janvier 2011 ;
- L'enlèvement continu des adultes et enfants futurs cadres du bassin de l'Uélé : 144 enfants enlevés par la LRA en 2008, 200 en 2009, 891 en 2010, 18 en janvier 2011 ; 823 adultes enlevés en 2009, 1694 en 2010, 9 en janvier 2011 ; 65 blessés en 2009, 141 en 2010, 8 en janvier 2011 ;
- La désertification de certains villages, chefferies ou collectivités, voire territoires, et l'occupation illégale de ces contrées désertes par les envahisseurs Mbororo ;
- La paupérisation avancée de la population, suite aux déplacements multiples causés par la LRA ;
- Accès difficile ou impossible des filles et garçons de certains endroits du bassin de l'Uélé à l'éducation, la formation ;
- Viol, mutilation et amputation des appareils génitaux des filles et femmes ;
- Non insertion du bassin de l'Uélé dans le Programme de la réunion des partenaires sur le plan de stabilisation et reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC/ISSSS), tenue à Goma le 15 février 2011 ;
- Enclavement du bassin de l'Uélé dans sa totalité ;
- Aucune visite ni un mot de consolation de la première Dame dans l'Uélé, malgré les exactions perpétrées par la LRA ;

2. Décidons

- La journée du 08 mars 2011 sera une journée méditative pour les mamans du bassin de l'Uélé (pas de festivité, pas de défilé) ;

3. Recommandons

- Que le Gouvernement sécurise le bassin de l'Uélé, sinon il sera impossible d'y commencer la Révision du Fichier Electoral : ECHANGE ELECTION CONTRE SECURITE ;
- Que le Gouvernement fasse tout pour le départ immédiat et sans condition de toutes les troupes étrangères qui ont élu domicile dans le bassin de l'Uélé ;
- Que le bassin de l'Uélé soit inséré dans le programme STAREC/ISSSS ;
- Que le Chef du Gouvernement s'implique personnellement pour fournir des moyens nécessaires pour la réhabilitation de la route reliant Niania à Isiro (RN 25) ;
- Que la première Dame visite le bassin de l'Uélé avant les échéances électorales 2011.

Les Femmes de la plateforme des confessions religieuses d'Isiro

KERK VERWELKOMT ADRIAENSSENS-GETUIGEN

“Wie destijds bij de commissie-Adriaenssens een getuigenis over seksueel misbruik aflegde, kan over pakweg een maand zijn in beslag genomen dossier terugkrijgen. De Antwerpse bisschop Johan Bonny (foto) verzekert dat wie daarna stappen wil doen naar de Kerk om met het verleden in het reine te komen, bij haar terecht zal kunnen”. Dat meldt het christelijk weekblad Tertio vandaag.

Het gerecht verklaarde de in beslag genomen dossiers van de commissie-Adriaenssens nietig als bewijsmateriaal in het onderzoek naar seksueel misbruik in de kerk. Maar wat moest vervolgens met die dossiers gebeuren? Vorige week besliste het federale parket – dat het onderzoek naar seksueel misbruik in de kerk naar zich toetrekt – dat de melders over een maand hun dossiers in oorspronkelijke staat terug kunnen krijgen.

Wie zijn dossier ophaalt, kan beslissen geen stappen meer te ondernemen, maar wie wil laten nagaan of vervolging mogelijk is, kan zich opnieuw bij het federale parket melden. Ongetwijfeld verwachten sommigen ook nog altijd dat de kerk hen helpt met het verleden in het reine te komen. Nogal wat mensen die bij de commissie-Adriaenssens aanklopten, koesterden uitgerkend die hoop. De vraag luidt: waar kunnen zij dan terecht?

De Antwerpse bisschop, Johan Bonny, die met zijn collega Guy Harpigny van Doornik het dossier voor de Belgische bisschoppen opvolgt, benadrukt dat de bisschoppen tevreden zijn dat de dossiers-Adriaenssens na negen maanden eindelijk gedeblokkeerd zijn. Over de precieze werkwijze van de teruggave bestaat nog onduidelijkheid, maar Bonny zegt vooral verheugd te zijn “dat de melders straks eindelijk vrij zijn de stappen te doen die ze willen”. En ja, de kerk zal iedereen welkom heten die bij haar aanklopt. “We willen slachtoffers al de zorg bieden die we hen vanuit onze eigenheid en competentie kunnen geven.”

Of er een nieuw centrum komt dat professioneel en centraal – voor alle bisdommen, religieuze orden en congregaties – die zorg opneemt, wil de bisschop nog niet kwijt. “We werken aan een nieuwe, algemene aanpak, maar wachten voor de afronding daarvan de resultaten van de parlementaire commissie seksueel misbruik af. En we willen ook nog een en ander afstemmen op de buurlanden, waar veel in beweging is.” En als de dossiers van de commissie-Adriaenssens vroeger vrijkomen, wat zeker niet denkbeeldig is? “Dan zorgt een contactpunt in elk bisdom alvast voor degelijke opvang.”

Peter Vande Vyvere, in Tertio 16 maart 2011